

JDC 26/4/08

# Haut Nivernais → Clamecy

HOPITAL ■ Les élus, réunis avant-hier soir, ont décidé de maintenir la surveillance du centre hospitalier

## « Il faut, désormais, agir très vite »

urgence est de mise pour préserver les services de l'hôpital clamecycois. Un projet d'établissement, un changement de direction, des actions nouvelles sont envisagées.

Cécile Chevard

**« A »**près la maternité, la chirurgie menacée de fermeture!

Le tract distribué, hier, par la GT, est sans équivoque et alarmiste. D'après les syndicalistes du centre hospitalier, « l'activité chirurgicale chute. Depuis le 1<sup>er</sup> avril, des patients se présentent aux urgences et qui devaient bénéficier de chirurgie sont dirigés vers d'autres centres, depuis que le bloc opératoire ferme à 16 h. Lors de sa visite, le directeur de l'ARH (\*) engageait à maintenir une activité au bloc jusqu'à 18 h. Il est urgent d'agir ».

### « Faire mieux qu'avant »

Une urgence qu'ont également élevée les élus, réunis, à huis clos, avant-hier soir, à Clamecy, à une réunion a permis de faire le point sur la mobilisation et les décisions à mener.

« C'est une course contre la montre », a estimé le député Christian Paul, hier. Soit on arrive à reconstruire sur un socle solide ou bien le pire est à venir



**MOBILISATION.** Hier encore, les pages des cahiers se sont remplies de messages de soutien et d'idées de mobilisation.

« dans les deux mois, il faut faire vite et obtenir des protocoles d'accords d'ici le mois de mai. L'absence de direction capable de construire un projet est un vrai point faible. Et pourtant, les possibilités de relancer cet hôpital sont là dans des domaines où on peut faire mieux qu'avant ». Le député dénonce l'État qui « laisse les hôpitaux

en déshérence » et « la grande ignorance des pouvoirs publics locaux et nationaux ».

Concrètement, il s'agit de mobiliser les maires de Bourgogne; de monter une action à Paris, courant mai, avec la Coordination nationale et d'organiser, dans plusieurs territoires concernés par ces « restructurations brutales » des référendums lo-

caux. Un référendum est, déjà, prévu dans l'Aube pour la réouverture d'un service d'urgences.

« Les élus refusent que le déshabillage de l'hôpital continue », a insisté Jean-Louis Lebeau. Le conseiller général a, aussi, mis en avant l'importance « d'une veille permanente, une mise sous surveillance de l'hô-

pital et d'un changement de direction ». Au cours de cette réunion, à laquelle ont participé une cinquantaine de personnes, les élus ont fait le point sur les problèmes qu'ils ont rencontrés depuis la fermeture de la maternité, en matière d'accès aux soins, dans leurs communes. ■

(\*) Olivier Boyer, directeur de l'Agence régionale d'hospitalisation.

## La directrice de l'hôpital sort, enfin, de son droit de réserve

Louise Bichonnet, directrice de l'hôpital, a répondu, hier après-midi, à quelques questions, après des mois de silence.

**SMUR.** « Le SMUR fonctionne comme ailleurs. Des partenariats sont prévus avec les établissements d'Auxerre et de Tonnerre. Le budget octroyé par l'Agence régionale d'hospitalisation est de 622.000 € par an. C'est une mission d'intérêt général. Il n'est pas question de rentabilité. Il s'agit de rendre un service à la population. »

**Déficit.** « Le déficit est structurel. Le déficit cumulé depuis quelques années s'élève, fin 2006, à 2.928.000 € et le déficit de la seule année 2007 est de 616.000 €.

**Chirurgie programmée.** « Elle est prévue dans le Schéma régional d'organisation sanitaire 3. Des consultations et des opérations sont prévues. »

**Maternité.** « La fermeture d'une maternité n'est pas quel-

que chose d'anodin. C'est ainsi le résultat d'une politique nationale qui se confirme avec le rapport Larcher. Le centre périnatal de proximité coûte 250.000 € par an. Je précise, également, que le matériel de la maternité n'est pas vendu. Aucune décision n'est prise, j'ai des contacts avec des associations qui souhaiteraient le récupérer pour le redistribuer dans des pays pauvres. »

**Radiologie.** « Le fonctionnement de la radiologie est soumis au recrutement d'un radiologue. La fermeture annoncée en juin du cabinet en ville permettra de recentrer l'activité sur l'hôpital et l'ouvrir sur l'extérieur. Le retour de la mammographie est, aussi, prévue avec une convention du Conseil général. »

**Autres services.** « Les consultations en néphrologie et gastro-entérologie existent déjà. La pneumologie sera mise en place le jeudi, prochainement. L'oncologie est prévue. » ■

## La mobilisation se poursuit après vingt-quatre jours d'occupation

Après vingt-quatre jours d'occupation, la caravane de la vie a été rendue à son propriétaire, mais la mobilisation se poursuit, sous une autre forme.

« J'ai ressenti un grand vide le jour de la fermeture de la maternité et je crois que cette mobilisation autour d'un jeûne a permis d'exprimer notre résistance à l'installation d'un désert médical ». Delphine Perrot, à l'origine de l'idée de jeûne, est installée des vingt-quatre jours d'occupation et de jeûne effectués par des habitants des Vaux Yonne inquiets de l'avenir de leur santé.

« Il y a désormais nécessité de faire autre chose. Des idées ont



**CARAVANE.** Hier, la caravane était de retour dans l'enceinte de l'hôpital pour les dernières heures d'une mobilisation qui a duré vingt-quatre jours et doit évoluer sous une autre forme.

émergé. On passe de la résistance à l'action. On ne doit pas baisser les bras. »

« Il faut que le mouvement continue, estime pour sa part Arielle Derome, qui a initié le mouvement d'animations dans le cadre des opérations "Ville vivante".

Un nouveau véhicule est installé, depuis hier soir, devant la mairie et le collectif de résistance, soutenu par l'Association des Usagers des réseaux de santé du haut-Nivernais a décidé de créer une association.

Elle a pour objets de défendre les droits des habitants de Clamecy et de ses environs (Vallée de l'Yonne); de fédérer les différentes actions; d'informer les

citoyens de leur évolution et d'être une force de propositions pour améliorer et rendre efficace les services dont dépendent les habitants de ce territoire. L'assemblée générale constitutive de cette association aura lieu demain, samedi, à 19 h, Place de La Mairie. ■

C.M.

### POMPIERS

**Soutien.** Les sapeurs-pompiers qui se sont mobilisés sont convoqués, ce matin, au Service départemental d'incendie et de secours. « Ils sont soutenus par les maires », a assuré Rosemary Jeantet, maire de Taconnay.